

MESSAGE N° 289 2 octobre 2006
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif au crédit
d'engagement prévu par la loi sur la promotion
économique pour la période 2007–2011

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif au crédit d'engagement prévu par la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc), pour la période 2007–2011.

Le présent message est établi selon le plan suivant:

1. Introduction
2. Considérations générales
3. Les buts de la politique économique cantonale
4. Bilan des aides fondées sur la loi du 3 octobre 1996 pour la période 2002–2006
5. Crédit d'engagement pour la période 2007–2011
6. Conclusion

1. INTRODUCTION

A teneur de l'article 25 al. 2 de la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc), le total des contributions financières doit être arrêté par voie de décret pour une période maximale de cinq ans. Le Grand Conseil avait fixé une limite financière de 12 millions de francs pour la période d'application 2002–2006.

Cette période arrivant à échéance, il convient de renouveler le crédit d'engagement prévu par la LPEc pour la période 2007–2011, pour les motifs et aux conditions exposés dans le présent message.

2. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'évolution économique, de plus en plus marquée par la globalisation et la libéralisation au niveau mondial, génère une vive concurrence. Le canton de Fribourg, tout comme les autres cantons suisses, fait face à une forte compétition internationale et nationale entre les sites d'implantation pour les nouvelles entreprises. Il est également confronté au phénomène de restructuration et de délocalisation d'entreprises existantes ainsi qu'au transfert des sièges de décision à l'extérieur du canton, voire du pays.

Bien que les données récentes montrent une amélioration de la situation économique depuis le début de l'année 2005 et une croissance qui se poursuit en 2006, il est impératif de maintenir les mesures légales et d'améliorer le produit «canton de Fribourg», ce notamment au travers des instruments de soutien en faveur des entreprises.

2.1 Conditions cadres

L'Etat et ses services, les régions et les communes ont pour mission permanente de promouvoir le développement économique, en continuant à améliorer les conditions cadre, notamment en matière d'instruction publique, de formation, de fiscalité, d'offre culturelle, de transports publics, d'énergie, d'équipement, de construction et d'aménagement du territoire.

2.2 Mesures de soutien financier

La LPEc permet d'octroyer des contributions financières pour soutenir des projets favorisant la création de nouvelles places de travail à haute valeur ajoutée. Ces projets doivent avoir un caractère novateur et être orientés vers un marché situé de manière prépondérante à l'extérieur du canton; en outre, l'activité en cause doit être conforme aux objectifs de la politique cantonale et régionale de développement économique.

Il est également possible, par le biais de la loi, de renforcer, par le versement de contributions financières, les efforts d'innovation et de diversification, ainsi que les réformes de structure au sein des entreprises, à condition qu'ils concourent, à moyen ou à long terme, au maintien ou à la création d'emplois.

Enfin, une aide aux investissements propres à renforcer l'attractivité régionale peut aussi être accordée par l'octroi de contributions au service de l'intérêt.

3. LES BUTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE CANTONALE

La politique économique cantonale vise les buts suivants:

- l'amélioration des conditions cadre
- la création, l'implantation et l'extension d'entreprises
- le soutien à l'innovation
- le renforcement de l'attractivité régionale
- la collaboration avec la Confédération et les autres cantons

3.1 L'amélioration des conditions cadres

Un des éléments clés de la politique économique cantonale est le maintien et l'amélioration des conditions cadre. Il appartient dès lors au secteur public de continuer à tout mettre en œuvre afin d'améliorer ces dernières, qui représentent un des principaux facteurs de succès pour l'implantation et le développement des entreprises. Parmi les conditions cadre prioritaires, il convient notamment de mentionner la disponibilité et le degré de qualification et de formation de la main-d'œuvre, la réduction de la durée des démarches administratives nécessaires à l'obtention de diverses autorisations, la charge fiscale.

3.2 La création, l'implantation et l'extension d'entreprises

a) La promotion endogène

Le soutien à la création et à l'extension d'entreprises concerne la promotion économique endogène. Les emplois générés par les entreprises existantes constituent une part importante de l'ensemble des places de travail créées dans le canton. Il s'agit donc de continuer à intensifier le soutien au tissu économique existant, soumis de plus en plus à une forte concurrence extérieure au canton et au pays, en veillant notamment à assurer de bonnes conditions cadres, à soutenir l'innovation et les adaptations structurelles ainsi qu'à encourager la collaboration avec la Confédération et les autres cantons.

b) La promotion exogène

L'implantation de nouvelles entreprises est du domaine essentiellement de la promotion exogène. Le démarchage

direct est indispensable au soutien des entreprises existantes et au développement économique du canton. Il vise notamment à diversifier et renforcer la structure économique existante.

3.3 Le soutien à l'innovation

Il s'agit d'une des mesures de promotion endogène qui permet de renforcer la position concurrentielle des entreprises existantes en leur facilitant l'accès aux nouvelles technologies.

3.4 Le renforcement de l'attractivité régionale

Cette aide consiste à mettre en place les infrastructures nécessaires au développement économique. Elle vise principalement l'acquisition et l'équipement de terrains destinés aux activités économiques ainsi que le soutien à des projets d'intérêt public d'importance régionale, notamment dans les domaines des sports, de la culture et des loisirs.

3.5 La collaboration avec la Confédération et les autres cantons

C'est principalement par l'arrêté fédéral en faveur des zones économiques en redéploiement («arrêté Bonny») que se fait la collaboration avec la Confédération. La nouvelle détermination des zones économiques en redéploiement, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002, place 80% du territoire fribourgeois dans le champ d'application de l'arrêté.

La collaboration s'effectue également dans le cadre du programme de promotion de la place économique suisse à l'étranger.

Le canton de Fribourg collabore également avec d'autres cantons dans le cadre de la CDEP-SO (Conférence des directeurs cantonaux de l'économie publique de Suisse occidentale) ou de l'Espace Mittelland. Les cantons de Suisse occidentale collaborent à la création de plateformes de promotion par domaine technique (science de la vie, microtechnique, technologie de l'information). A ce jour, l'association BioAlps visant à promouvoir les sciences de la vie a été constituée. De plus, des discussions entre les cantons de Suisse occidentale sont en cours afin de renforcer la collaboration intercantonale en matière de promotion exogène.

4. BILAN DES AIDES POUR LA PÉRIODE 2002–2006

4.1 Aide aux entreprises

Depuis son entrée en vigueur, la LPEc a permis de soutenir financièrement plus de 200 entreprises, soit sous la forme de contributions au service de l'intérêt et/ou de primes à la création d'emplois au titre de l'article 7, soit sous la forme du soutien à l'innovation au titre de l'article 11. Une quarantaine de ces entreprises ont par ailleurs bénéficié d'une aide fédérale fondée sur l'arrêté Bonny.

Les aides financières versées depuis 2002 par le canton aux entreprises ont permis la réalisation de projets représentant des investissements pour un montant dépassant les 121 millions de francs et la création d'environ 450 places de travail par année.

Le tableau récapitulatif des aides accordées pour la période 2002–2006 se présente comme suit:

| Année | Décret | Budget | Comptes |
|--------------------|------------|-----------|-----------|
| 2002 | 2 400 000 | 2 200 000 | 1 313 704 |
| 2003 | 2 400 000 | 1 800 000 | 1 196 351 |
| 2004 | 2 400 000 | 1 500 000 | 1 918 653 |
| 2005 | 2 400 000 | 2 000 000 | 1 611 586 |
| Total 2002–2005 | 9 600 000 | 7 500 000 | 6 040 294 |
| 2006, selon budget | 2 400 000 | 2 100 000 | 2 100 000 |
| TOTAL | 12 000 000 | 9 600 000 | 8 140 294 |

4.2 Aide pour l'attractivité régionale

Six projets sont au bénéfice d'une aide financière sous la forme de contributions au service de l'intérêt, au titre de l'article 14 LPEc. L'ensemble des contributions financières versées pour les années 2002 à 2005 se montent à 475 502 francs. En y ajoutant l'année 2006 sur la base des prévisions budgétaires, à savoir 100 000 francs, l'ensemble des contributions versées pour l'ensemble de la période atteint la somme de 575 502 francs.

5. CRÉDIT D'ENGAGEMENT POUR LA PÉRIODE 2007–2011

Bien que la limite financière pour la période 2002–2006 n'ait été utilisée qu'à hauteur de 8 140 294 francs par rapport aux douze millions prévus, soit 68%, il faut relever que l'aide accordée pour cette période représente une augmentation d'environ 33% par rapport à la précédente période couvrant les années 1997 à 2001. Les aides sont accordées de manière judicieuse, en cherchant à obtenir un effet maximal. En 2004, l'aide financière a presque atteint les deux millions de francs. Cette augmentation résulte notamment de l'élargissement du type d'aide financière accordée aux entreprises. Cette façon de faire a été rendue nécessaire par la concurrence toujours plus vive entre les différentes promotions économiques cantonales et également en raison de la concurrence internationale.

La tendance à octroyer des aides financières en faveur des entreprises va se poursuivre. Le crédit budgétaire pour l'année 2007 se monte d'ailleurs à 2 000 000 de francs et ceux des années suivantes ne devraient pas être inférieurs à ce chiffre. Il est en outre indispensable de pouvoir disposer d'une certaine réserve pour les cas où des efforts financiers importants devraient être faits pour assurer la venue, dans le canton, de projets à haute valeur ajoutée, qui se trouveraient en concurrence avec d'autres sites d'implantation. La majorité des autres cantons disposent de moyens financiers supérieurs à ceux du canton de Fribourg.

6. CONCLUSION

Afin de pouvoir octroyer les contributions financières prévues par la législation et de continuer ainsi à assurer la compétitivité du canton de Fribourg, un nouveau crédit d'engagement de 12 millions de francs (soit un montant identique au crédit de la période précédente) s'avère nécessaire.

Le présent projet n'a aucune conséquence en matière de personnel. Il n'a également pas d'effet s'agissant de la répartition des tâches Etat–communes. Enfin, il est conforme au droit de l'Union européenne.

S'agissant d'une dépense brute et périodique supérieure à la limite légale, le projet devra faire l'objet du vote à la majorité des membres du Grand Conseil, selon le prescrit de l'article 97 al. 2 de la loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil.

Le décret, compte tenu du montant du crédit proposé, est soumis au referendum financier facultatif.

BOTSCHAFT Nr. 289 2. Oktober 2006
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über einen
Verpflichtungskredit nach dem Gesetz über die
Wirtschaftsförderung für die Jahre 2007–2011

Wir unterbreiten Ihnen den Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit nach dem Gesetz vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG) für die Jahre 2007–2011.

Die Botschaft hat folgenden Aufbau:

1. Einleitung
2. Allgemeine Überlegungen
3. Die Ziele der kantonalen Wirtschaftspolitik
4. Bilanz über die Beiträge gestützt auf das Gesetz vom 3. Oktober 1996 für den Zeitraum 2002–2006
5. Verpflichtungskredit für die Jahre 2007–2011
6. Schluss

1. EINLEITUNG

Gemäss dem Artikel 25 Abs. 2 des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG) muss der Gesamtwert der finanziellen Beiträge für einen Zeitraum von höchstens 5 Jahren in einem Dekret festgelegt werden. Der Grosse Rat legte für die Geltungsperiode 2002–2006 eine Beitragsgrenze von 12 Millionen Franken fest.

Da diese Geltungsperiode nun abläuft, muss der im WFG vorgesehene Verpflichtungskredit für die Jahre 2007–2011 erneuert werden; die Gründe und Bedingungen dafür werden in der Botschaft erläutert.

2. ALLGEMEINE ÜBERLEGUNGEN

Die wirtschaftliche Entwicklung, die weltweit von Globalisierung und Liberalisierung geprägt ist, führt zu einem starken Konkurrenzkampf. Der Kanton Freiburg steht wie alle anderen Schweizer Kantone in einem verschärften und internationalen Standortwettbewerb um neue Unternehmen. Er ist auch mit der Umstrukturierung und der Abwanderung von bestehenden Unternehmen und Entscheidungszentren in andere Kantone oder gar ins Ausland konfrontiert.

Auch wenn die jüngsten Daten zeigen, dass sich die Wirtschaftslage seit Anfang 2005 verbessert hat und das Wachstum im 2006 anhält, ist es wichtig, die gesetzlich vorgesehenen Massnahmen aufrechtzuerhalten und den Standort «Kanton Freiburg» attraktiver zu gestalten, insbesondere indem für die Unternehmen Unterstützungsmöglichkeiten bereitgestellt werden.

2.1 Rahmenbedingungen

Es ist eine ständige Aufgabe des Kantons und seiner Dienststellen sowie der Regionen und der Gemeinden, die Rahmenbedingungen, besonders in den Bereichen öffentliches Schulwesen, Berufsbildung, Steuern, kulturelles Angebot, öffentlicher Verkehr, Energie, Infrastruktur, Bau und Raumplanung zu verbessern und dadurch die wirtschaftliche Entwicklung zu fördern.

2.2 Finanzielle Unterstützungsmassnahmen

Dank dem WFG können finanzielle Beiträge zur Unterstützung von Projekten gewährt werden, mit denen neue Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung geschaffen werden können. Diese Projekte müssen innovativen Charakter haben und vorwiegend auf Märkte ausserhalb des Kantons ausgerichtet sein; zudem muss die betreffende Aktivität den Zielen der kantonalen und regionalen Wirtschaftsförderungspolitik entsprechen.

Nach Gesetz ist es auch möglich, durch die Auszahlung von finanziellen Beiträgen Anstrengungen zur Innovation und Diversifikation sowie Umstrukturierungen von Unternehmen zu unterstützen, sofern diese mittel- oder langfristig zur Erhaltung oder Schaffung von Arbeitsplätzen führen.

Schliesslich kann mit Zinskostenbeiträgen eine Investitionshilfe zur Verbesserung der Attraktivität einer Region gewährt werden.

3. DIE ZIELE DER KANTONALEN WIRTSCHAFTSPOLITIK

Die kantonale Wirtschaftspolitik verfolgt folgende Ziele:

- Verbesserung der Rahmenbedingungen
- Gründung, Ansiedlung und Erweiterung von Unternehmen
- Innovationsförderung
- Verbesserung der regionalen Attraktivität
- Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen

3.1 Verbesserung der Rahmenbedingungen

Eines der Schlüsselemente der kantonalen Wirtschaftspolitik ist die Erhaltung und Verbesserung der Rahmenbedingungen. Die Behörden müssen deshalb ihre Anstrengungen zur Verbesserung dieser Bedingungen fortsetzen, die die wichtigsten Erfolgsfaktoren bei der Ansiedlung und Förderung von Unternehmen darstellen. Zu den wichtigsten Rahmenbedingungen gehören insbesondere die Verfügbarkeit sowie das Qualifikations- und Ausbildungsniveau der Arbeitskräfte, die Senkung des administrativen Aufwands zur Erlangung von Bewilligungen und die Besteuerung.

3.2 Gründung, Ansiedlung und Erweiterung von Unternehmen

a) Aktivitäten der Wirtschaftsförderung im Kanton

Wirtschaftsförderung im Kanton bedeutet Unterstützung bei der Gründung und Erweiterung von Unternehmen.

Bestehende Unternehmen schaffen einen grossen Teil der neuen Arbeitsplätze im Kanton. Die Unterstützung der bestehenden Wirtschaftsstruktur, die einer immer stärkeren Konkurrenz von ausserhalb des Kantons und der Schweiz ausgesetzt ist, muss also weiter verstärkt werden. Um dies zu erreichen, muss insbesondere für gute Rahmenbedingungen gesorgt, die Innovation und die strukturellen Anpassungen unterstützt und die Zusammenarbeit mit dem Bund und den anderen Kantonen gefördert werden.

b) Aktivitäten der Wirtschaftsförderung im Ausland

Wirtschaftsförderung im Ausland bedeutet Ansiedlung neuer Unternehmen. Die direkte Kontaktnahme mit Unternehmen ist unerlässlich für die Unterstützung der ansässigen Unternehmen wie auch für die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons. Sie zielt insbesondere auf eine Diversifizierung und Verstärkung der bestehenden Wirtschaftsstruktur ab.

3.3 Innovationsförderung

Die Innovationsförderung ist eine Massnahme der Wirtschaftsförderung im Kanton, mit der die Wettbewerbsstellung der ansässigen Unternehmen durch einen erleichterten Zugang zu neuen Technologien verbessert werden kann.

3.4 Verbesserung der regionalen Attraktivität

Mit diesen Massnahmen wird die nötige Infrastruktur für die wirtschaftliche Entwicklung bereitgestellt. Es geht dabei vor allem um den Erwerb und die Erschliessung von Grundstücken in Arbeitszonen sowie die Unterstützung von Projekten von regionalem öffentlichem Interesse, insbesondere in den Bereichen Sport, Kultur und Freizeit.

3.5 Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen

Die Zusammenarbeit mit dem Bund erfolgt hauptsächlich über den Bundesbeschluss zugunsten wirtschaftlicher Erneuerungsgebiete (Bonny-Beschluss). Seit die wirtschaftlichen Erneuerungsgebiete auf den 1. Juli 2002 neu festgelegt worden sind, fällt 80% des Freiburger Kantonsgebiets in den Geltungsbereich des Beschlusses.

Die Zusammenarbeit erfolgt auch im Rahmen des «Standort:Schweiz»-Programms für die Vermarktung des Wirtschaftsstandorts im Ausland.

Der Kanton Freiburg arbeitet im Rahmen der Konferenz kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren der Westschweiz und im Espace Mittelland mit anderen Kantonen zusammen. Die Westschweizer Kantone arbeiten ferner zusammen, um gemeinsame, auf bestimmte technische Bereiche ausgerichtete Werbepattformen (Life Sciences, Mikrotechnik, Informationstechnologie) zu schaffen. So wurde der Verein BioAlps zur Förderung der Life Sciences gegründet. Darüber hinaus werden zurzeit Gespräche zwischen den Westschweizer Kantonen geführt, um die interkantonale Zusammenarbeit bei der Wirtschaftsförderung im Ausland zu verstärken.

4. ÜBERBLICK ÜBER DIE BEITRÄGE IN DEN JAHREN 2002–2006

4.1 Unterstützung von Unternehmen

Seit dem Inkrafttreten des WFG konnten über 200 Unternehmen finanziell unterstützt werden, entweder in Form von Zinskostenbeiträgen bzw. Zuschüssen für die Schaffung von Arbeitsplätzen gemäss Artikel 7, oder als Innovationsförderung gemäss Artikel 11. Etwa 40 dieser Unternehmen erhielten zudem eine Bundeshilfe gemäss Bonny-Beschluss.

Die Finanzhilfen, die der Kanton seit 2002 den Unternehmen gewährt hat, ermöglichten die Realisierung von Projekten mit einem Investitionsvolumen von über 121 Millionen Franken und die Schaffung von etwa 450 Arbeitsplätzen pro Jahr.

Die Übersicht über die Beitragsgewährung in den Jahren 2002–2006 sieht wie folgt aus:

| Jahr | Dekret | Voranschlag | Rechnung |
|--------------------------|------------|-------------|-----------|
| 2002 | 2 400 000 | 2 200 000 | 1 313 704 |
| 2003 | 2 400 000 | 1 800 000 | 1 196 351 |
| 2004 | 2 400 000 | 1 500 000 | 1 918 653 |
| 2005 | 2 400 000 | 2 000 000 | 1 611 586 |
| Total 2002–2005 | 9 600 000 | 7 500 000 | 6 040 294 |
| 2006, gemäss Voranschlag | 2 400 000 | 2 100 000 | 2 100 000 |
| TOTAL | 12 000 000 | 9 600 000 | 8 140 294 |

4.2 Verbesserung der regionalen Attraktivität

Sechs Projekte stehen im Genuss von Zinskostenbeiträgen gemäss Artikel 14 WFG. Insgesamt wurden in den Jahren 2002 bis 2005 finanzielle Beiträge in der Höhe von 475 502 Franken ausgezahlt. Werden zu diesem Betrag die budgetierten Beiträge von 100 000 Franken für das Jahr 2006 hinzugezählt, so werden die finanziellen Beiträge für den gesamten Zeitraum 575 502 Franken erreichen.

5. VERPFLICHTUNGSKREDIT FÜR DIE JAHRE 2007–2011

Auch wenn vom vorgesehenen Finanzrahmen von 12 Millionen Franken für die Jahre 2002–2006 nur 8 140 294 Franken, d.h. 68%, beansprucht wurden, so nahmen in diesem Zeitraum die finanziellen Beiträge gegenüber der Periode 1997–2001 um etwa 33% zu. Die Beiträge werden mit Bedacht und mit dem Ziel grösstmöglicher Wirkung vergeben. Im 2004 erreichen die Finanzhilfen knapp zwei Millionen Franken. Dieser Anstieg ist insbesondere auf die Erweiterung der Möglichkeiten zur Unterstützung von Unternehmen zurückzuführen. Diese neuen Massnahmen wurden nötig, weil sich der Wettbewerb zwischen den verschiedenen kantonalen Wirtschaftsförderungen und die internationale Konkurrenz ständig verschärft haben.

Der Trend zur Vergabe von finanziellen Beiträgen an Unternehmen wird sich fortsetzen. Der Voranschlagskredit für das Jahr 2007 beträgt denn auch 2 000 000 Franken und wird voraussichtlich auch in den kommenden Jahren nicht tiefer liegen. Zudem ist unbedingt eine gewisse Reserve erforderlich für Fälle, bei denen eine grössere finanzielle Anstrengung nötig wäre, um Vorhaben mit

hoher Wertschöpfung, die von anderen Standorten umworben werden, in den Kanton zu holen. Die meisten anderen Kantone verfügen über mehr Finanzmittel als der Kanton Freiburg.

6. SCHLUSS

Um die gesetzlich vorgesehenen finanziellen Beiträge gewähren zu können und die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons Freiburg zu erhalten, ist ein erneuter Verpflichtungskredit in der Höhe von 12 Millionen Franken (der gleiche Betrag wie in der letzten Periode) erforderlich.

Diese Vorlage hat keine personellen Auswirkungen. Sie wirkt sich auch nicht auf die Aufgabenteilung zwischen

Kanton und Gemeinden aus. Sie ist auch mit dem Recht der Europäischen Union vereinbar.

Da es sich um eine wiederkehrende Bruttoausgabe handelt, die über der gesetzlichen Grenze liegt, muss die Vorlage gemäss Artikel 97 Abs. 2 des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über das Reglement des Grossen Rates von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden.

Angesichts der Höhe des vorgesehenen Kredits unterliegt das Dekret dem fakultativen Finanzreferendum.

Décret

du

relatif au crédit d'engagement prévu par la loi sur la promotion économique pour la période 2007–2011

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 25 al. 2 et 30 de la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique;

Vu le message du Conseil d'Etat du 2 octobre 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Un crédit d'engagement de 12 millions de francs est octroyé pour le financement des contributions financières prévues par la loi sur la promotion économique, pour la période 2007–2011.

Art. 2

¹ Les contributions financières sont accordées selon les conditions prescrites par la loi sur la promotion économique.

² Elles sont portées au budget de la Promotion économique du canton de Fribourg.

Art. 3

¹ Ce décret n'a pas de portée générale.

² Il est soumis au referendum financier facultatif.

Dekret

vom

über einen Verpflichtungskredit nach dem Gesetz über die Wirtschaftsförderung für die Jahre 2007–2011

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 25 Abs. 2 und 30 des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 2. Oktober 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Zur Finanzierung der finanziellen Beiträge nach dem Gesetz über die Wirtschaftsförderung wird für die Jahre 2007–2011 ein Verpflichtungskredit von 12 Millionen Franken gewährt.

Art. 2

¹ Die finanziellen Beiträge werden gemäss den Bedingungen des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung gewährt.

² Sie werden in den Voranschlag der Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg aufgenommen.

Art. 3

¹ Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich.

² Es untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.